



**PRÉFET
DU MORBIHAN,**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires et de la Mer**

**Service Eau, Biodiversité et Risques
Unité Gestion des Procédures Environnementales**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ PORTANT LEVÉE DE MISE EN DEMEURE DU 12 JUL. 2024
EARL DE LA PLAINE - « KERNAFIOUR » - 56250 MONTERBLANC**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V (parties législative et réglementaire) et la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant monsieur Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne sur la période 2022-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 mettant en demeure l'EARL DE LA PLAINE, dont le siège social se situe au lieu-dit « Kernafiour » 56250 Monterblanc, de respecter les dispositions de l'article 31-II de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié susvisé pour exploiter, à cette adresse, un élevage avicole ;

Vu la lettre du 5 juillet 2024 par laquelle l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Morbihan indique que les dispositions de l'article 31-II de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié susvisé sont désormais respectées, suite au dépôt du dossier réceptionné le 5 juin 2024 qui décrit des mesures correctives et des dates de réalisation adéquates ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 susvisé peut être levée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - L'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 mettant en demeure l'EARL DE LA PLAINE, dont le siège social se situe au lieu-dit « Kernafiour » 56250 Monterblanc, de respecter les dispositions de l'article 31-II de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 - En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du Morbihan pendant une durée minimale de 2 mois.

ARTICLE 3 - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan et le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 12 JUL. 2024

Le préfet,

Pour le préfet, par délégation.
La secrétaire générale adjointe.

Marie WENCKER

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de Monterblanc
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- EARL DE LA PLAINE, « Kernafiour » 56250 Monterblanc